

John Williams, président de l'Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption

Augustine Ruzindana, présidente du Réseau des Parlementaires africains contre le corruption

Déclaration au 5^e Forum mondial sur la lutte contre la corruption et le respect de l'éthique – Johannesburg, Afrique du sud, 3 avril 2007

Johannesburg, Afrique du Sud – À ce 5^e Forum mondial sur la lutte contre la corruption et le respect de l'éthique, nous avons l'obligation non seulement de discuter des moyens de combattre la corruption, mais de dénoncer le problème chaque fois que nous le rencontrons. Pour certains, il n'y a rien d'abstrait dans le débat sur la lutte contre la corruption et le respect de l'éthique. Leur vie même est en jeu.

Je suis président de l'Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption (GOPAC) et j'ai à mes côtés Augustine Ruzindana, présidente de notre section africaine, le Réseau des parlementaires africains contre la corruption. Notre mission est de faire en sorte que les parlements exercent mieux leur droit de regard démocratique sur le gouvernement. Nous menons à bien cette mission, entre autres, en soutenant les parlementaires et tous ceux qui risquent leur vie pour lutter contre la corruption, faire respecter l'éthique et défendre leur peuple.

Au pays voisin du Zimbabwe, Morgan Tsvangirai, chef du Mouvement pour un changement démocratique (MDC), Willias Madzimore, député et président de la section zimbabwéenne du Réseau des parlementaires africains contre la corruption, et d'autres sont emprisonnés, battus et intimidés en guise d'avertissement à tous ceux qui voudraient s'élever contre le régime.

Il est temps pour chacun d'entre nous qui croit dans la bonne gouvernance et la règle du droit de se porter à la défense des gens au Zimbabwe qui ne se contentent pas de prononcer en toute sécurité des paroles de condamnation, mais s'exposent à un grand danger parce qu'ils exercent leur droit de critiquer leur gouvernement.

Certains paient très cher la liberté de parole.

Les institutions démocratiques du Zimbabwe ont failli. M. Mugabe n'est plus encadré ni obligé de rendre des comptes au Parlement, à la magistrature et au peuple du Zimbabwe.

Il incombe au monde de faire sa part pour ramener la démocratie et la prospérité au peuple du Zimbabwe. J'engage donc tous les pays africains à mener un effort international en vue de rebâtir les institutions parlementaires, le pouvoir judiciaire et le gouvernement au Zimbabwe et de mettre fin à la tyrannie de M. Mugabe ou de son éventuel successeur.

Quand ils ne sont pas encadrés par des institutions fortes, les chefs forts sont des dictateurs. Nous le voyons au Zimbabwe, nous l'avons vu ailleurs. Nous savons d'expérience que l'absence de gouvernance responsable détruit des vies, détruit la prospérité et détruit les nations.

J'appelle donc le monde à se mobiliser dès maintenant pour aider le parlement et le peuple zimbabwéens à se donner les moyens d'exiger des comptes de leur gouvernement et contribuer à la reconstruction des institutions de gouvernance et de responsabilisation de l'État au Zimbabwe.